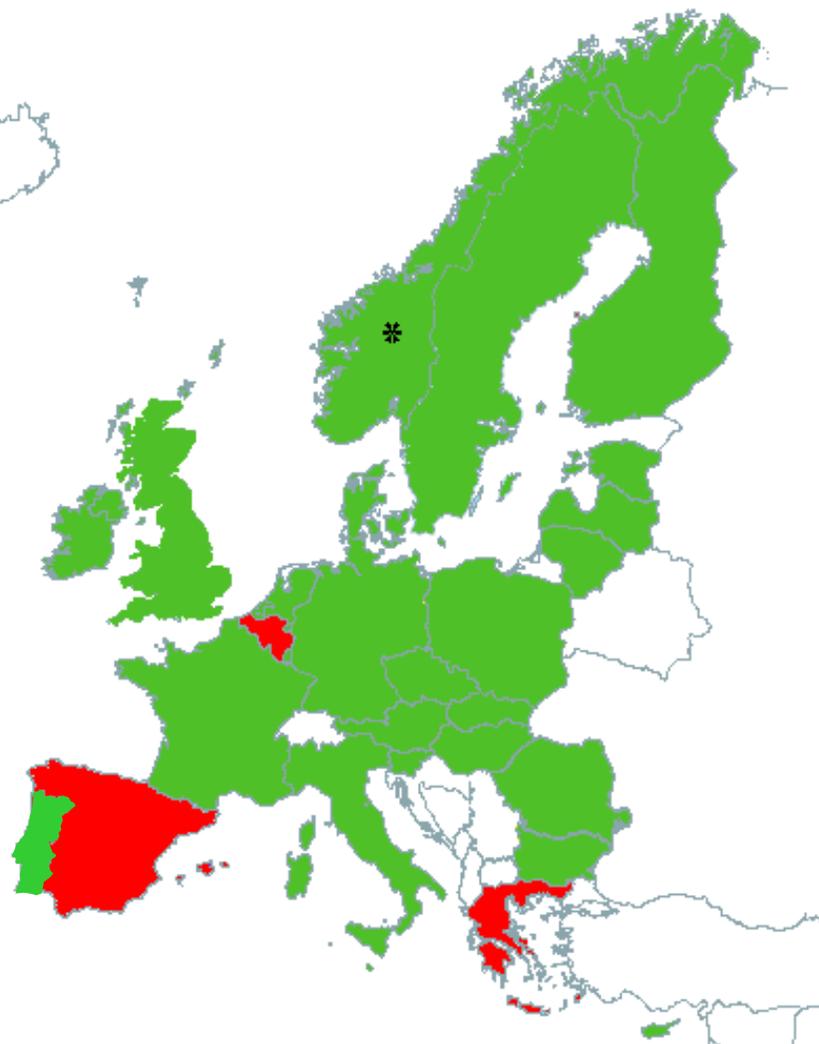


Actualités nationales

- **Évaluation des plans de gestion**

Évaluation des plans de gestion par la Commission

- Plans de gestion disponibles dans 24 Etats Membres (+NO)
- Evaluation Plans de gestion 2009 publiée par la Commission en Novembre 2012
- Fin 2012: bilan à mi-parcours des Programmes de mesures
- 2013: Révision état des lieux
- 2015: 2^{èmes} Plans de gestion



Évaluation des plans de gestion par la Commission

- Beaucoup d'effort mis dans la préparation des plans
- Mise en place d'un cadre commun d'analyse
- Intégration de la perspective écologique dans la gestion de l'eau
- Renforcement de la coopération internationale
- Participation du public, implication des parties concernées
- Forte amélioration de la base de connaissance
- 3 Etats Membres n'ont pas encore soumis tous leurs plans de gestion
- Faible ambition de la plupart des plans (recours excessif aux dérogations)
- Pas de plan concret pour atteindre les objectifs de la DCE
- Lacune dans la surveillance et manque de comparabilité (p.ex. état chimique)
- Pas d'informations précises sur les coûts et le financement
- Peu de progrès dans la mise en œuvre de politiques de tarification transparente.

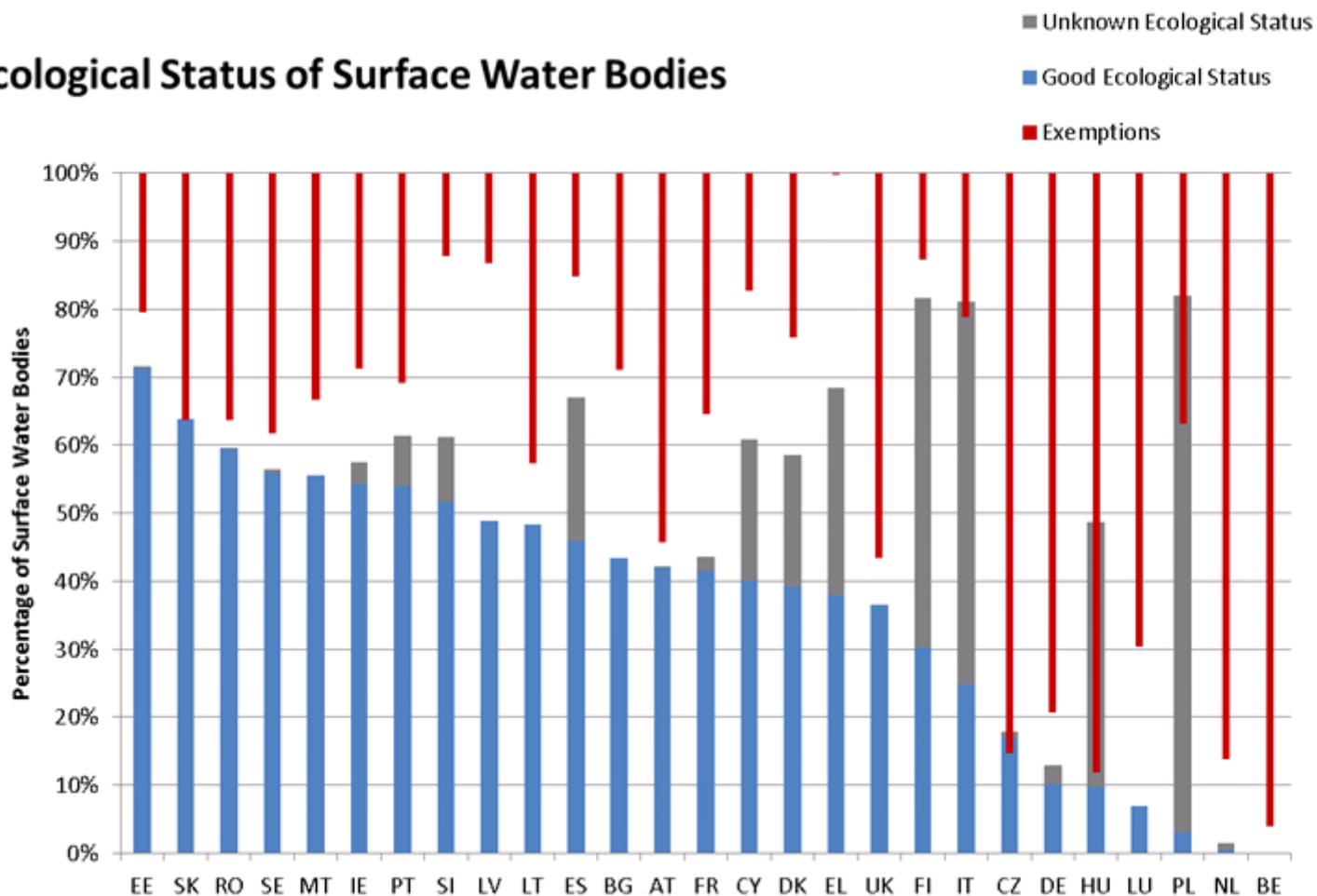
Le bon état des eaux ne sera pas atteint en 2015 pour une part significative des masses d'eau...

% masses d'eau UE	% des masses d'eau en bon état ou ayant un bon potentiel en 2009	% des masses d'eau en bon état ou ayant un bon potentiel en 2015
	(SN)	(SN)
État écologique des eaux de surface	43% (22%)	53% (68%)
État chimique des eaux de surface	Informations trop imprécises pour établir la base de référence 2009	
État chimique des eaux souterraines	68% (25%)	77% (33%)
État quantitatif des eaux souterraines	85% (100%)	92% (100%)



Etat actuel et ambitions

Ecological Status of Surface Water Bodies



PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE

Evaluation des SDAGE français

- La gouvernance: participation des acteurs au sein des instances de bassin et large consultation du public
- Cadrage national fort
- Efforts de mise en application des principes de la DCE
- Lacunes dans la surveillance (intercalibration des indices biologique)
- Beaucoup de reports de délais
- Manque d'explication pour les reports pour coût disproportionné
- Justification des MEFM trop générale
- Interprétation variable des services d'eau et d'assainissement

Les recommandations

- Améliorer les justifications de dérogation et de classement des masses d'eau fortement modifiées
 - Mieux expliquer le rôle du système agence dans la tarification de l'eau
 - Mieux expliquer ce qui est pris en compte dans l'état chimique
-
- Mieux faire apparaître le lien entre l'état des eaux, les pressions et les mesures
 - Mieux expliquer le rôle du programme des agences de l'eau dans le financement des mesures
 - Clarifier les actions agricoles et la place du PDR dans leur financement



Les autres pays

- Royaume-Uni et Allemagne : beaucoup de report de délais (55 à 80%)
- Justifications des reports trop succinctes
- Allemagne PDM national, pas assez détaillé
- Royaume-Uni peu de mesures par masse d'eau mais clair
- Royaume-Uni réseau de surveillance OK mais manque d'indices biologiques
- Allemagne justification des MEFM confuse

Une procédure de contentieux envers l'Allemagne pour la prise en compte trop restreinte des services d'eau

